

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 Rue Wéber  
CS 52002  
30900 Nîmes Cedex 2

Nîmes, le 10/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **GSM**

communes de Meynes "Le tord sous rivière" "Le tord sous rivière Nord",  
et Monfrin "Coquette" "Ribière" "Le Fray"

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement GSM implantée sur les communes de Meynes aux lieux-dits "Le tord sous rivière", "Le tord sous rivière Nord", et de Monfrin "Coquette" "Ribière" et "Le Fray". L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre des actions de gestion des prélèvements d'eau sur la carrière et en lien avec les épisodes de sécheresse constatés sur le département. Par ailleurs, un incendie de feu de forêt s'est déclenché l'an dernier à proximité des installations, sans doute lié à un acte de malveillance extérieur à l'activité de la carrière, la visite concerne également les dispositions déployées pour le risque incendie prévues dans l'arrêté préfectoral.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GSM
- commune de Meynes aux lieux-dits "Le tord sous rivière", "Le tord sous rivière Nord", commune de Monfrin aux lieux-dits "Coquette", "Ribière" et "Le Fray"
- Code AIOT dans GUN : 0006600600
- Régime : Autorisation

La carrière GSM de Meynes-Monfrin est une carrière alluvionnaire qui exploite les matériaux (sables et galets) destinés aux chantiers du BTP autour de la carrière.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvement des eaux,
- Gestion de l'eau en cas de sécheresse,

- Dispositions relatives au risque d'incendie et d'explosion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Bilan Secheresse	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.4.5	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Risques incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a relevé deux dispositions non conformes qui conduisent à proposer une mise en demeure à l'issue de la visite. Ces dispositions concernent le dépassement du seuil de prélèvement d'eau autorisé et la non remise du bilan environnemental relatif aux actions mises en place à la suite d'arrêtés préfectoraux concernant des alertes sécheresse en 2021 sur la zone considérée. Une étude sera également proposée pour prescrire à l'exploitant les actions qu'il envisage afin de réduire les prélèvements des eaux sur la carrière.

La visite a relevé également 3 points nécessitant d'être corrigés, préalablement à une action susceptible de suite. Ces points concernent un renforcement de l'affichage rappelant l'interdiction de feu sur le site, la nécessité d'un étiquetage correct du passage annuel de la vérification des extincteurs et un suivi dans le temps des OLD dans un rayon de 50 m autour des installations.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Prélèvements d'eau autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toute origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portés sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Milieu Naturel – Alluvions du Rhône du confluent de la Durance jusqu'Arles et Beaucaire et alluvions du Bas Gardon – FRDG323 – 100 000 m<sup>3</sup> – 300 m<sup>3</sup>/h</p>
<p><b>Constats :</b> La déclaration GEREP pour l'année 2021 présente un niveau de prélèvement de 140 258 m<sup>3</sup> concernant le forage F1 dépassant ainsi le seuil de prélèvement autorisé dans la nappe.</p> <p>L'exploitant a également présenté les relevés effectués pour le début de l'année 2022 qui montrent un niveau de prélèvement comparable à celui de l'an dernier (environ 66 000 m<sup>3</sup> à fin mai). L'inspection des installations classées propose aussi de prendre un arrêté pour demander une étude de réduction des consommations d'eau de la carrière.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Bilan Secheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnement des actions conduites comportant : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,</li><li>- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,</li><li>- les coûts afférents,</li><li>-et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement</li></ul> Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni le bilan environnemental annuel pour l'année 2021 des actions conduites à l'issue des alertes sécheresse prises sur la zone concernées (3 AP instituant des mesures de restrictions temporaires des usages de l'eau ont été pris l'an dernier sur le bassin versant du Gardon aval).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Risques incendie et explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci. Un moyen de communication fiable permettant d'alerter les secours (téléphone portatif par exemple) doit exister sur le site, et être tenu à la disposition du personnel. Des consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, ...) seront affichées à proximité de ce moyen de communication. Les consignes sont affichées. Un débroussaillage réglementaire sera réalisé sur 50 m aux abords des zones d'activité de la carrière, ainsi que sur 5 m le long des pistes. Les zones d'activité comprennent la base de vie, le carreau de la carrière (zone de commercialisation, traitement des matériaux, zones en cours de réaménagement) et les zones où ont lieu les travaux d'exploitation. Les pistes comprennent le chemin d'accès à la carrière et les pistes d'accès aux zones d'extraction. Les zones dont le réaménagement est finalisé ne sont pas considérées comme zone d'activité. Concernant l'emploi du feu, tout brûlage est interdit sur site sous réserve des exceptions prévues à l'article 3.1.1. Il est de plus interdit de fumer dans les zones naturelles ou en lisière. Un plan détaillé positionnant les installations est affiché à l'entrée du site.
<b>Constats :</b> La visite a mis en évidence quelques points d'amélioration au regard notamment de l'incendie de feu de broussailles qui s'est produit à proximité des installations l'an dernier: - renforcement de l'affichage de l'interdiction de feu sur la carrière, - rappel des consignes en matière de passage de la vérification des extincteurs (extincteur n°7 dans le poste de commande n'a pas été correctement renseigné avec un passage effectué "09/2020" avec échéance pour une nouvelle visite "09/2022" alors qu'une visite en "10/2021" a été réalisée et n'est pas indiquée sur l'extincteur) - nécessité de réaliser les OLD sur 50 m autour des installations (ou 5m pour les chemins) et d'en justifier la réalisation par un enregistrement ou une traçabilité
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites